

RÉVOLUTIONNAIRES



POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES. COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

PAYSANS, SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : C'EST AUX CAPITALISTES ET À LEURS REPRÉSENTANTS QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de… mieux respecter la loi! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables l'agrobusiness, empires de tel Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril - les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes!

LA COLÈRE PAYSANNE A RAVIVÉ LA COLÈRE OUVRIÈRE

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant tri social l'encasernement de la jeunesse, avec les « O5 Février 2024, Gustave Roussy groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions!

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE!

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

LES ANGOISSES DU PRÉSIDENT D'UNICANCER

Sur Franc Inter, Jean-Yves Blay s'angoisse du futur manque de soignants et de personnel de santé "d'ici 2050". C'est à se demander si à force de se projeter dans le futur, il en oublierait pas ce qu'il se passe sous ses yeux en ce moment même : on manque de soignant partout, dans tous les établissements, privés comme publics, et dans tous les services ! Même à GR, d'ailleurs, il va peut-être falloir faire une croix sur les vacances d'été pour certains car l'hosto est à flux tendu. Les NAO qui approchent seront l'occasion de mettre la pression au groupe Unicancer, pour augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.

HAUSSE DU GAZ : PLUS C'EST GROS, PLUS CA PASSE

Au 1er juillet, les tarifs du gaz vont encore augmenter de 5 à 10 %. D'après E. Wargon (présidente de la Commission de régulation de l'énergie) c'est parce que.. la consommation de gaz a baissé cette année! Après la campagne de com' du gouvernement nous demandant de nous restreindre, c'est quand même culotté. En hiver, nombre d'entre nous ont préféré mettre un pull à la maison plutôt que le chauffage. En augmentant encore les prix, ils envoient un message clair: les profits de l'énergie valent bien notre inconfort, alors même que les salaires ne bougent pas! Pile ils gagnent, face on perd.

LA SANTÉ N'A PAS DE PRIX.. POUR L'INDUSTRIE!

Dans un dossier sur la santé, le Monde diplomatique revient sur les médicaments très onéreux liés aux maladies rares ou graves, comme le cancer. Ils révèlent notamment que pour certains traitements anticancer, les marges de l'industrie atteignent plus de 80%, souvent en monopole. Elles savent que leurs traitements se vendront dans tous les cas et que le système de santé leur assure des revenus plus que confortables. Soigner oui, mais engraisser les boîtes de la pharma qui se gavent sur le dos des travailleurs et des patients... non !

LA "RESPONSABILITÉ" DU PATIENT N'EST RIEN FACE À CELLE Du gouvernement

Dans le même dossier, le monde diplomatique a recensé 163 services d'urgence fermées sur les 389 du territoire l'été dernier. En parallèle, les seuls passages annuels aux urgences ont doublé, passant de dix à vingt millions en 20 ans, notamment car le suivi quotidien est devenue difficile avec la pénurie de médecins généralistes. Les mesurettes du gouvernement de faire payer un forfait pour les rendez-vous manqués par les patients ne changeront rien. Le problème n'est pas la

responsabilisation du patient mais le sousinvestissement chronique dans la santé depuis des décennies. Pas étonnant que l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans recule depuis 2022.

MIEUX VAUT ÊTRE MILLIARDAIRE, MÊME MAL PORTANT!

Fin mars, les franchises sur les médicaments, les consultations et les transports sanitaires vont doubler. Macron préfère nous faire les poches plutôt que de taxer les géants de l'industrie pharmaceutique qui se gavent d'argent public. Pourtant les 600 millions d'euros que ça coûterait en moins à la sécu, c'est une paille à côté des profits de Big Pharma.

GAZA: LE CAP DES 25 000 MORTS DÉPASSÉ

L'offensive aérienne et terrestre menée par Israël pour « anéantir » le Hamas, a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et blessé 62 681 autres. Selon l'ONU, au moins 1,7 des quelque 2,4 millions d'habitants du petit territoire assiégé ont dû quitter leur foyer, et la population manque de tout, exposée au risque de famine et aux épidémies. Enfin l'Autorité palestinienne a annoncé que, depuis le 7 octobre, au moins 364 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie. Ne cessons pas de réclamer la fin de ce génocide.

POUR RENCONTRER DES MILITANTS NPA DU SECTEUR SANTÉ , N'HÉSITEZ PAS À VENIR À NOTRE MEETING !

